

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion extraordinaire du 7 juillet 2009
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), D. Londynski, S. Maguire, A. Picotte, G. Thibault-Gosselin, S. Spak, L. Whitmore, C. Danik, D. Martin, J. Ouellette (arrivé à 18 h 30)

Absences justifiées : I. Dawson, B. Gauvin, C. Lakaski, M. Mascaro, M.-A. Pigeon.

La réunion a été convoquée afin de terminer l'ordre du jour de la réunion du 25 juin 2009.

C. Poirier s'excuse auprès des membres du CEN qui n'ont pas reçu son courriel au sujet des dates de réunion proposées pour juillet et les invitant à manifester leur intérêt pour le colloque du CNM.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

C. Poirier note que la question du colloque du CNM manque à l'ordre du jour et devrait être inscrite à la rubrique Points aux fins d'approbation en 1 b).

D. Londynski demande d'ajouter le point Report de la réunion du budget du CEN à l'ordre du jour.

C. Poirier explique que comme il s'agit d'une réunion extraordinaire les Statuts ne permettent pas d'ajouter de nouveaux points à l'ordre du jour.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Maguire d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée.**

Pour = 6, contre = 1, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

D. Londynski demande d'inscrire qu'il est contre.

1 b) Colloque du CNM

C. Poirier signale que C. Lakaski, S. Spak, G. Thibault-Gosselin et L. Whitmore se sont dits intéressés à assister au colloque du CNM à Whitehorse.

Il est convenu de procéder à un tirage au sort.

C. Lakaski et L. Whitmore sont choisis pour assister au colloque.

2 a) Rapport du président

C. Poirier signale qu'il a pris un congé de deuil la dernière semaine de juin.

Le vérificateur entreprendra son travail à la fin de juillet. Je communiquerai avec les membres qui se sont dits intéressés à former le Comité de vérification. Par conséquent, le Comité de vérification est rétabli et peut commencer son travail.

2 b) Rapport des services professionnels

Conversion à la classification EC

- La conversion EC a eu lieu le 22 juin 2009.
- Nous vivons maintenant à l'ère post-conversion, l'ère EC.
- Il n'y a pas de postes classifiés ES ou SI, bien qu'il demeure des champs ES et SI au sein du groupe EC. (Il est important de se rappeler que la norme de qualification EC s'articule sur ces champs.)
- Il semble que le processus NPO se soit généralement bien déroulé.
- L'ACEP a reçu très peu d'appels pendant le processus NPO, soit environ 50 appels, surtout des demandes de renseignements.
- Les appels ont continué après la semaine de NPO; mais ils viennent de membres qui présentent un grief ou envisagent de le faire.
- Il est évidemment trop tôt pour prédire le nombre de griefs puisque les membres ont 35 jours civils de la date de leur NPO pour déposer un grief de classification.

Accréditation de l'unité de négociation de la Bibliothèque du Parlement

- L'ACEP et l'employeur présenteront une demande commune à la Commission des relations de travail dans la fonction publique en vue de modifier le certificat de l'ACEP afin de reconnaître l'association comme agent négociateur de l'unité de négociation AN-RA.
- La demande fait suite à des changements administratifs à la Bibliothèque du Parlement et vise à ajouter à l'unité de négociation certains employés du Bureau du directeur parlementaire du budget.

Système de fichier syndical d'adresses

- Toutes les dispositions concernant le Système de fichier syndical d'adresses ont été prises et les paiements effectués.
- Nous recevrons la première liste le 2 juillet. Elle doit ensuite être importée dans notre base de données.
- Une note de service aux dirigeants des sections locales a été rédigée et expédiée le 29 juin. La note expose les conditions énoncées dans la décision de la CRTFP sur le Système de fichier syndical d'adresses, et la procédure et le formulaire pour obtenir les listes de membres.

- Les dirigeants des sections locales devront s'engager par écrit à respecter les conditions imposées par la CRTFP et seront informés des conséquences possibles de ne pas le faire, avant que les listes de membres ne leur soient fournies.

Contestation en vertu de la *Charte*

- Le Conseil du Trésor a jusqu'au 30 septembre 2009 pour déposer son affidavit et les documents à l'appui. Il a convenu de fournir au conseiller juridique de l'ACEP copies des documents au cours de l'été lorsqu'ils seront prêts pour le tribunal.

Décentralisation des Services de RH

- Le Conseil du Trésor a informé les agents négociateurs de son intention de décentraliser les Services RH et l'élaboration des politiques de RH.
- L'objectif de l'employeur est de permettre aux ministères d'adapter leurs responsabilités de RH à leurs opérations.
- Il est probable que les agents négociateurs réagissent. Les agents négociateurs ont toujours estimé que l'employeur est le Conseil du Trésor et que les politiques de RH tout comme les relations de travail sont du ressort du Conseil du Trésor.

Négociation collective

- Bien que la nouvelle convention collective TR soit affichée sur le site Web du Conseil du Trésor et sur le site de l'ACEP depuis quelques semaines déjà, le Conseil du Trésor semble éprouver des difficultés à mettre la dernière main à la convention collective EC.
- Lorsque j'ai appelé au Conseil du Trésor il y a quelques semaines, on m'a répondu que la convention EC serait sur le site Web du Conseil du Trésor le 15 juin.
- Lorsque j'ai rappelé le 17 juin, on m'a dit qu'il y avait eu des retards imprévus.
- On espère qu'elle sera affichée avant juillet.
- Toutefois, l'employeur a jusqu'à la deuxième semaine d'août pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions de la convention collective, dont celle de rendre disponible la convention collective.

Le processus budgétaire

- J'ai participé, comme je le fais chaque année, à la préparation du budget de l'ACEP pour les exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011, qui sera soumis à l'approbation des membres à l'automne.
- Le Comité des finances s'est réuni et a étudié deux fois tout le budget.
- Le directeur des relations de travail et la gestionnaire des services d'administration ont tous deux participé au processus cette année.

Affaires internes

- La Commission de l'équité salariale de l'Ontario a offert aux employés de l'ACEP et aux membres du CEN qui le souhaitent une formation sur le système d'équité salariale de la province de l'Ontario.
- Les séances ont été très instructives et ont bien préparé les participants à l'exercice d'équité salariale que nous devons effectuer au cours des prochains mois au bureau national.
- Suite au processus de dotation interne, personne n'a manifesté d'intérêt pour le deuxième poste d'agent de classification pour la conversion EC (nomination intérimaire). Nous passerons à la prochaine étape de dotation du poste uniquement quand nous aurons une meilleure idée du nombre de griefs et du calendrier des audiences de griefs établi par le Conseil du Trésor. Présentement, les audiences pour les griefs de classification sont prévues pour janvier 2010.
- Si tout va bien, l'ACEP publiera son dernier numéro d'*Entre professionnels* la deuxième semaine de juillet. Le numéro passe en revue la détérioration des relations de travail dans la fonction publique fédérale. Partant des années 1990, il explique le déplacement progressif des enjeux importants de la table de négociation et du milieu de travail vers la Colline parlementaire et les tribunaux.

Rencontres avec les membres

- J'ai rencontré (avec Maria Mascaro et Claude Archambault) des membres du Conseil du Trésor, des Finances et du BCP pour discuter de conversion EC.
- Je pense qu'environ vingt membres étaient présents.
- Il existe un certain intérêt pour établir une section locale, mais pas suffisant pour le faire maintenant.
- Il serait bon de tenir une autre réunion à l'automne afin de poursuivre l'échange d'informations et peut-être à un moment donné créer une section locale.
- J'ai rencontré (avec Claude Poirier et Luc Gervais) les membres de l'exécutif de la section locale du Bureau de la traduction pour discuter des problèmes de consultation employeur-ACEP.
- Le problème de la consultation sur la politique de formation peut être réglé dans le cadre de la convention collective TR.
- Luc se charge du travail menant à des mesures éventuelles.
- J'ai assisté à l'AGA de la section locale d'Agriculture et Agroalimentaire (avec Claude Poirier et Karen Brook) pour présenter des informations sur la conversion EC et la convention collective.
- L'assistance était nombreuse (près de 40 membres) pour une réunion tenue un midi à la fin de juin.
- La plupart des questions ont porté sur la conversion.
- Nous avons organisé quatre téléconférences sur la conversion EC.

- Les conférences du midi ont connu plus de succès que celles du soir. Environ 60 membres ont assisté à la conférence du midi en anglais, et 20 à la conférence du midi en français.
- Nous avons déplacé les conférences du soir pour améliorer la participation. Le nombre de participants en anglais est passé d'un à cinq, alors que personne n'a appelé à la conférence en français bien que je sois resté en ligne jusqu'à 17 h 45.
- Pour la conversion EC, nous avons affiché sur le site Web mes notes d'allocution des téléconférences et un libellé de grief de classification.
- Je rencontrerai de 60 à 80 recrues le 7 juillet à Statistique Canada, à l'invitation de l'exécutif de la section locale, qui m'a prié de parler de la conversion EC et de questions connexes.

Autres questions

- J'ai été invité à m'adresser à une classe d'étudiants en RH à l'Université d'Ottawa.
- Le but était de présenter aux étudiants la perspective syndicale sur les relations de travail dans la fonction publique fédérale.
- J'avais rencontré un mois plus tôt des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais. Danielle Chainé, ancienne négociatrice du Conseil du Trésor, et moi avons fait une présentation conjointe sur la négociation raisonnée.

3 a) Conseiller juridique interne

C. Danik fournit au président les informations additionnelles demandées par le CEN.

C. Danik mentionne qu'il estime que cette question est prématurée pour l'instant étant donné que l'organisation entreprend une évaluation du lieu de travail.

Aucune question n'est soulevée à ce sujet.

3 b) Assurance pour les dirigeants du CEN et des sections locales

Ce point est reporté en raison de l'absence de M. Mascaro qui ne peut se faire entendre.

3 c) Avis juridique – Conflit d'intérêts

L'avis juridique sur la question du conflit d'intérêts touchant la négociation du contrat de travail du président est distribué.

Résolution : Il est proposé par S. Spak et appuyé par A. Picotte de confier à C. Lakaski et S. Maguire le mandat de signer au nom de l'ACEP avec C. Poirier, président de l'ACEP, un contrat fondé sur les conditions du contrat du dernier président, après avoir

fait revoir et approuver le contrat par le conseiller juridique de l'ACEP pour veiller à sa conformité aux Statuts de l'ACEP, au plus tard le 31 juillet.

Pour = 5, contre = 0, abstention = 2. **Résolution adoptée.**

4 a) Affichage des ordres du jour et documents à l'appui sur le site Web

D. Londynski retire ce point.

5 a) Rapport du Comité des candidatures et des propositions 2008

Le Conseil exécutif national reçoit et étudie le rapport. C. Poirier dit qu'il enverra une lettre à chacun des membres du Comité des candidatures et des propositions 2008 pour les remercier au nom du Conseil exécutif national de tout le travail accompli.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Maguire que le CEN transmette le rapport au Comité des Statuts et Règlements pour que celui-ci l'examine et recommande des modifications aux Statuts et Règlements avant le 31 décembre 2009. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

6 a) Compte rendu du huis clos du 29 avril 2009

Le compte rendu est examiné et adopté à huis clos (personnel de direction exclu).

7) Levée de la séance

La séance est levée à 20 h 30.